



NPA
NOUVEAU PARTI
ANTICAPITALISTE

CTL
Renault
Lardy

l'étincelle

pour la construction d'un parti des travailleurs communiste révolutionnaire

Contact : cr@convergencesrevolutionnaires.org

Contact : ecrire@npa2009.org
Consulter : <http://www.npa-auto-critique.org/>

Mardi 10 janvier 2012

Hold-up social

A l'attaque au pas de charge ! Les augmentations de taxes à peine entrées en vigueur après le 1er janvier, le gouvernement annonce qu'il va mettre en place une TVA dite « sociale ». Traduisez : exonérations de cotisations sociales pour les patrons, financées par une augmentation de la TVA étalée sur l'ensemble des produits, importés ou non. C'est cet impôt qui pèse le plus lourdement sur ceux qui dépensent la plus grande partie de leur revenu dans les produits de première nécessité, à savoir les travailleurs et les classes populaires. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si cette TVA anti-sociale est en fait une vieille revendication du Medef.

Pour nous faire avaler ladite TVA, le gouvernement parle de « *favoriser l'emploi* » en « *baissant le coût du travail* ». Un argument archi-usé, servant à justifier les exonérations de cotisations sociales des patrons depuis des années. Ces exonérations, représentant 27,7 milliards d'euros en 2010, n'ont jamais permis d'enrayer la montée du chômage.

Mais pour messieurs les capitalistes, le travail, pourtant source de création de toute richesse et de leur propre enrichissement, représente un « coût ». Un « coût » fait de bas salaires, qui permet aux actionnaires du CAC 40 de se distribuer plus de 37 milliards d'euros de dividendes pour fêter la nouvelle année ! Les capitalistes coûtent décidément très cher aux travailleurs.

Afin de cacher cette réalité, rien de tel qu'une campagne chauvine sur le thème du « *produire en France* ». La TVA sociale aurait des vertus « *anti-délocalisation* », les entreprises ne bénéficiant pas des exonérations pour leur production à l'étranger. Le hic, c'est que cela revient à croire que les patrons vont répercuter la baisse des cotisations sur les prix. Rien n'est moins sûr ! Le seul objectif de la campagne nationaliste « *made in France* » est de nous faire accepter ce racket, sous prétexte de solidarité nationale... avec les capitalistes français.

Année électorale oblige, Sarkozy gesticule et fait semblant de s'en prendre au chômage. Par exemple en faisant mine de s'intéresser au sort des salariés de SeaFrance. Mais derrière SeaFrance, on trouve la SNCF qui propose de reclasser 500 salariés sur les 800 que compte le site. Et elle parle de prime de déménagement, ce qui laisse présager qu'ils seront obligés de

déménager pour garder leur emploi. Pourtant la SNCF vient d'annoncer des bénéfices record et a donc les moyens de maintenir tous les emplois sur place. Au lieu de quoi l'Etat patron reste aujourd'hui le premier licencié de France !

Le gouvernement organise aussi un « *sommet social* » sur l'emploi, invitant syndicats et organisations patronales à discuter avec lui. En tête de gondole de ce sommet... la fameuse TVA sociale. Ils mettent le mot « *social* » à toutes les sauces, pour enrober les plans de licenciements, de suppressions d'effectifs, de précarisation et de baisse des salaires, en espérant ainsi acheter la complicité des dirigeants syndicaux qui se prêteront au jeu. Et ce n'est pas du côté du Parti socialiste, dont le programme électoral est un programme d'austérité assumé comme tel, que les travailleurs trouveront une quelconque volonté d'en découdre avec le programme antisocial du gouvernement.

A gauche comme à droite, on nous sert la même soupe dont le tout dernier ingrédient est ce ridicule serpent de mer de mini « *taxe Tobin* » censée contrôler la finance, alors que Sarkozy et consorts viennent de mettre des financiers véreux à la tête des Etats grec et italien ! Mais cette soupe est faite essentiellement de véritable austérité pour la population, le tout saupoudré de démagogie chauvine.

Pour lutter contre l'explosion du chômage et imposer l'interdiction des licenciements avec partage du travail entre tous et maintien du salaire, les travailleurs ne peuvent compter que sur eux-mêmes et la convergence de leurs luttes sociales. Afin que ce soit enfin eux, tous ensemble, qui dictent leur loi.

« Arnaque days »

Dernièrement, on nous a présenté en réunion d'UET un kit sur les « dim days 2012 » dans lequel la direction sous-entend que si cette séance de propagande est obligatoire, le prélèvement du CEF qui en découle le serait lui aussi. Tout ça pour que nos CUET inscrivent les « Métier days » à notre plan de formation 2012 et nous obligent à le signer. Pourquoi un tel branle-bas de combat ? Justement parce qu'elle s'est fait condamner à ce sujet fin 2011 et qu'elle cherche à avoir notre accord pour nous pomper notre CEF avec ces formations bidon. Pas question pour nous de signer une telle arnaque !

Extorsion de signatures en bande organisée

Dans ce même kit, il est dit que ces formations sont obligatoires mais que notre accord est nécessaire. En résumé : on est obligé d'être d'accord ! Et pour nous obliger à signer, la direction nous menace même de sanction. Obtenir par contrainte une signature, dans le code pénal, ça s'appelle de l'extorsion...

Direction cherche CUET complices

Pour accomplir son forfait, la direction donne des consignes directives aux CUET. Mais la plupart seront bien gênés de nous dire : « c'est une arnaque mais je t'ordonne d'être d'accord de signer ». Alors, aidons-les, refusons clairement de signer, ça leur évitera de se mettre hors-la-loi.

Envie de lui dire

Carlos Tavares présente ses vœux pour 2012 sur son nouveau blog « Envie de vous dire », dans lesquels il nous ressort les vieilles ficelles de la direction à savoir : la « discipline collective » et le « respect de l'entreprise qui nous fait vivre ». Mais c'est lui, ses acolytes de la direction et les gros actionnaires que l'on fait vivre par notre travail et qui gagnent des millions sur notre dos. Et en plus, ils essaient de nous faire croire que c'est à eux qu'on devrait le respect !

Esprit végétatif

Finies les pauses agréables à la belle saison. La direction a fait couper les arbres autour de l'espace café pour faire un parking et enterrer un bac de rétention. En effet, le souterrain à proximité est inondé depuis sa création à chaque fois qu'il y a un orage. Mais l'idée d'un bac de rétention a mis tellement de temps pour germer dans l'esprit de la direction que les jeunes pousses sont devenues des arbres de près de dix mètres de haut. De là à dire, qu'en matière d'écologie, les responsables de la direction s'y prennent comme des glands...

Un vieux disque rayé

Les carrosseries de plusieurs véhicules ont été rayées sur les parkings en fin d'année dernière. Le

service sécurité s'en est lavé les mains. C'est vrai que la direction avait déjà fait beaucoup : elle a mis un panneau indiquant qu'elle n'était pas responsable des dégradations... Elle nous dit qu'elle est irresponsable, ce n'est pas une nouveauté !

La patroncratie en plein jour

Le dernier reportage vidéo de We'R sur l'intranet se félicite de montrer le quotidien d'une « lobbyiste » de Renault auprès des instances européennes à Bruxelles. Son travail : « faire en sorte que les lois soient favorables à Renault ». La « démocratie » capitaliste sans fards : des élections régulières pour changer la couleur de l'assemblée le dimanche soir à 20H mais des décisions toujours prises en toute complicité avec les patrons.

RSA : un droit confisqué

Un rapport du Comité national d'évaluation du RSA révèle que 43 % des sommes que pourraient demander les ayants droit, ne sont pas réclamées.

Entre le casse-tête des démarches administratives, les manques de personnel ou d'information des usagers,... on constate que le « fraudeur », le « profiteur », c'est bien l'Etat qui transforme l'accès aux allocations (et pas simplement celles du RSA) en véritable parcours du combattant.

Grèves en Chine : Acte II

Depuis le 4 janvier dernier, les travailleurs de l'usine sidérurgique de Chengdu (Chine) sont en grève pour des augmentations de salaires. Touchant une paye de misère, équivalente à 150 € par mois, ils revendiquent une augmentation de 50 € pour tous et une prime annuelle de 375 €.

Les grévistes disent s'inspirer de l'exemple de leurs collègues de la *Sichuan Chemical* qui ont obtenu satisfaction sur ces mêmes revendications lors d'une grève éclair, commencée et gagnée le 30 décembre dernier. Là-bas comme ici, la grève doit faire des petits !

Pour mettre enfin nos problèmes sur le tapis

A en croire la télévision quotidienne, il n'y en aurait que deux qui compteraient pour 2012. Entre Hollande qui se réfère à Chirac et Sarkozy qui s'est converti à la taxe Tobin, le débat va être passionnant !!!

Heureusement qu'on peut zapper. Si on veut entendre parler de ce qui nous intéresse, salaires, emplois et riposte nécessaire aux politiques d'austérité que ces deux là, au service des patrons nous préparent, mieux vaut aller voir ailleurs.

Philippe Poutou, ouvrier aux usines Ford de Bordeaux, candidat du NPA (Nouveau Parti Anticapitaliste) avait pris l'initiative ce mardi à Paris de présenter ses vœux pour 2012. Des vœux de lutte évidemment.